

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220404-lmc1166799-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 6 avril 2022
Date d'affichage : 06/04/2022

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 22/217 21TRAV03 - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES RUES CLAUDE DURAND ET HIPPODROME A HYERES - DECISION MODIFICATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVAR.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/217

BUREAU DU 4 AVRIL 2022

**O B J E T : 21TRAV03 - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES
RUES CLAUDE DURAND ET HIPPODROME A HYERES
- DECISION MODIFICATIVE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 21/12/2021,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°22/51 du 24 janvier 2022 qui autorise Monsieur le Président à signer les marchés suivants, avec :

- Lot 1 : Le groupement SVCR / POMARES sise à La Garde (83078), pour un montant de 416 239,50 € HT (190 heures minimum d'insertion),
- Lot 2 : La société CITELUM sise à Toulon (83085), pour un montant de 50 776,00 € HT,

CONSIDERANT la cession de la branche complète et autonome de l'activité française de CITELUM SA à la société CITELUM FRANCE à effet du 31 décembre 2021, suivie d'un reclassement du capital social de CITELUM FRANCE au sein du groupe EDF,

CONSIDERANT que le Conseil d'Etat s'était prononcé le 8/06/2000 dans un avis consultatif et avait déduit qu'en cours d'exécution :

- l'autorisation de cession ne pouvait être légalement refusée pour un autre motif que ceux qui résultent de décisions du Conseil d'Etat statuant au contentieux et qu'au nombre de ces motifs figure l'appréciation des garanties professionnelles et financières que peut présenter le nouveau titulaire du contrat,
- un apport partiel d'actifs emporte transfert du contrat dans la mesure où le marché public transféré ne fait pas l'objet d'une modification substantielle et l'opération n'a pas à donner lieu à nouvelle mise en concurrence mais à autorisation préalable de la personne publique contractante,

CONSIDERANT que dans une question écrite au sénat n°12375 (publié au Jo Sénat du 4 mars 2010) sur la faculté de céder un marché public sans remise en concurrence en cas de restructuration d'un groupe, il avait été confirmé que la cession d'un marché au regard de la Jurisprudence du Conseil d'Etat et communautaire pouvait être admise dès lors qu'elle ne s'accompagne d'aucune modification substantielle du marché, que la personne publique y consent et que cet accord est précédé d'une appréciation des garanties professionnelles et financières du repreneur,

CONSIDERANT donc par analogie, que la substitution de cocontractant est possible après l'attribution et avant la signature du marché, sous réserve que la nouvelle société présente les capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que cette restructuration interne au sein du groupe EDF a occasionné le transfert de moyens, de personnel et des contrats de CITELUM SA à CITELUM France,

CONSIDERANT que la nouvelle société présente les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que CITELUM FRANCE ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE MODIFIER la décision n°22/51 du 24 janvier 2022 au titre du lot 2.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché suivant, avec :

- ✓ Lot 2 : La société CITELUM FRANCE pour un montant de 50 776.00 € HT.

ARTICLE 4

DE DIRE que le délai global d'exécution des travaux est de 6 mois, hors période de préparation des travaux.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022, opération 71012 de l'AP 2021-HY-VOIRIES.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



